Introduction

Le premier contre-pouvoir face à l'ordre établi, c'est la jeunesse

Jean-Marie Harribey

Qui l'aurait cru ? Qui l'aurait dit ? Une jeunesse sachant à peine lire et compter selon la dernière enquête PISA porte haut en couleurs une révolte spontanée contre le saccage de l'Éducation nationale, l'appauvrissement de ses études, l'anéantissement de ses rêves d'avenir parallèlement au mépris affiché à l'encontre des professeurs par tous les gouvernements successifs. Et, par-dessus tout, les lycéens expriment leur exigence de dignité, leur aspiration à être considérés, plus encore qu'écoutés.

Or, l'heure n'est plus à la considération, ni à l'écoute, ni à la concertation, encore moins à la négociation. Le système craque de toutes parts : l'économie et la productivité stagnent, l'écosystème se détériore de plus en plus et le climat change, transformant les établissements scolaires en cocotte-minute l'été, tandis que les inégalités d'accès à l'école sont le miroir grossissant des inégalités sociales en tous points. La concentration de la richesse et du pouvoir à un pôle ne pourrait compenser durablement le marasme économique si, dans le même temps, les politiques menées n'organisaient pas l'assèchement des services publics, le rétrécissement de la protection sociale et la baisse des impôts sur les classes les plus riches. La marge de manœuvre du capitalisme réside aujourd'hui dans la déchirure de la trame du tissu collectif et du fondement du lien social.

L'emblème des réformes du baccalauréat et de l'accès à l'université, présentées comme techniques mais qui sont en réalité politiques, est Parcoursup, qui soumet les jeunes à des algorithmes chargés de les sélectionner et de plus en plus de les aiguiller vers des organismes privés d'enseignement supérieur. Ce n'est plus seulement une crise parmi d'autres, c'est « une crise du sens anthropologique de l'école. En effet, si l'école se veut un lieu de transmission entre les générations, comment pourrait-elle prétendre préparer l'avenir tandis que le monde politique et économique s'évertue à en détruire les conditions d'habitabilité ? »[1]

Dans l'explosion du cri de révolte des lycéens se niche une compréhension aiguë de la crise sociale globale qui atteint les classes populaires et dont les enfants voient les meilleures portes se fermer pour accéder à l'enseignement supérieur, se loger et donc entrer dans la vie. Au-delà même de « comment se construire comme sujet de ses études »[2], les jeunes expriment tout haut le rejet du mépris dont sont victimes chômeurs et précarisés, mal logés, endettés de fin de mois, femmes surexploitées, étrangers boucs émissaires et parents déboussolés. Avec, sur leurs pancartes, un sens de l'humour et de la dérision qui en dit long sur la sagesse de soi-disant illettrés : « L'État nous pisse dessus et les médias nous disent qu'il pleut » ; « Les gueux veulent des moyens » ; « Des moyens, pas des moignons » ; « La police violente ? Les bras m'en restent » ; « Accident de parcours$_{sup}$ » ; « Je pense donc, je gêne » ; « Pas de tri dans notre patrie » ; etc.[3]

---

[1] Gabriel Perez, « Au-delà de Parcoursup, c'est aussi de l'avenir environnemental des jeunes qu'il est question », *Le Monde*, 15 octobre 2026.

[2] Comme l'écrivent François Dubet et Marie Duru-Bellat, « Comment être lycéen », *AOC*, 15 octobre 2026, https://aoc.media/analyse/2026/10/14/comment-etre-lyceen.,

[3] Ceci n'est qu'un court échantillon des slogans des lycéens, mais, tant sur la forme que sur le fond, il traduit la diversité socio-culturelle de jeunes rassemblés pour leur cause. En témoigne le constat d'Éléa Pommiers, « Les lycées professionnels au cœur des mobilisations », *Le Monde*, 18 et 19 octobre 2026. Sur le sens des calembours qu'ils inventent, voir Denis Saint-Amand, « "La police nous prothèse", ou le rire lycéen sous les grenades », *AOC*, 14 octobre 2026.

La réponse gouvernementale est policière et même guerrière. Depuis la modification du schéma de maintien de l'ordre intervenue après la lutte contre la « loi Travail » en 2016, « on passe alors d'un maintien de l'ordre négocié à un maintien de l'ordre dit "légaliste", par lequel l'autorité publique impose aux manifestants ses conditions d'exercice de la liberté de manifester et réprime les manquements à celle-ci »[4]. En utilisant des armes qui blessent gravement et qui peuvent être meurtrières, la réponse gouvernementale de type policier traduit l'escalade en matière de répression des mouvements sociaux au fur et à mesure que les difficultés à gérer des situations de crise globale s'exacerbent[5]. C'est bien sûr une constante de l'histoire politique, en particulier depuis la fin du colonialisme français[6]. Mais c'est peut-être la première fois que des cibles jeunes sont aussi ouvertement désignées collectivement comme devant être (a)battues. On est sorti de la catégorie des « bavures » pour entrer dans celle du « se soumettre ou périr ».

Il faut sans aucun doute replacer cette évolution de la contrainte exercée sur les mouvement sociaux dans la trajectoire du capitalisme néolibéral. « Quand l'État fabrique un syndicalisme ajusté à l'ordre néolibéral », écrivent Martin Thibaut et Sophie Béraud, « s'intéresser à la "longue liste des réformes sociales françaises survenues par la grâce d'une vigoureuse impulsion étatique", revient à souligner que lorsqu'il met en scène son propre retrait, l'État utilise son pouvoir pour transformer en profondeur la configuration des relations professionnelles et l'adapter aux politiques du travail néolibérales. »[7] Avec à la clé l'obligation au « dialogue » : « Les gouvernements successifs soumettent en effet les organisations syndicales à une injonction toujours plus pressante à participer au dialogue social. »[8] Sans cette participation au dit dialogue social, la représentation syndicale ne se justifie pas.[9] Caricature de dialogue social, de démocratie sociale, mais glissement vers la non-démocratie.

Il ne faut pas s'y tromper, la « menace » d'extrême droite n'est plus une menace, déjà elle s'affiche, elle tonitrue, elle piaffe. Dès lors, la panne stratégique de la gauche radicale et la disparition de la social-démocratie ralliée sans hésitation à la gestion néolibérale du système posent de nouvelle façon la question du pouvoir. Or celui-ci ne peut pas être démocratique si n'existent pas des contre-pouvoirs légitimes. Et leur légitimation passe, avant même leur institutionnalisation, par l'action collective. Le mouvement lycéen porte cette aspiration. Il réalise aussi à 15-18 ans, son auto-politisation. Celle d'une génération qui ne sait plus très bien sa table de multiplication mais qui a compris que multiplier, année après année, les

---

[4] Olivier Cahn, « La garde à vue est désormais utilisée pour réduire le nombre de manifestants », *Le Monde*, 17 octobre 2026.

[5] Stéphane Foucart, « L'usage politique du maintien de l'ordre », *Le Monde* 11 et 12 octobre 2026. Lucas Jourdain, Floréale Mangin, Karl Stoeckel et Quentin Rodriguez « De notre temps, nous n'avons jamais eu peur de perdre un œil, une main, en bloquant notre lycée », *Le Monde*, 13 octobre 2026.

[6] J'ai commencé à écrire cette introduction, le matin du 17 octobre 2026, jour de colère du peuple qui souffre, 65 ans après le massacre de centaines d'Algériens à Paris, le 17 octobre 1961, sous les ordres du sinistre Maurice Papon, ministre du Général de Gaulle, tandis que durait encore la dénommée « guerre d'Algérie ». Je termine cette introduction après le chaos du 17 octobre 2026, complètement en marge de la manifestation sociale et des jeunes, mais dont la responsabilité entière repose sur le président Macron, sur tous ses prédécesseurs qui ont mené comme lui les politiques néolibérales délétères et sur tous ceux qui n'aspirent qu'à les perpétuer, allant du soi-disant centre gauche à la vraie extrême droite.

[7] Martin Thibaut et Sophie Béraud, « Le champ syndical et l'État », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n° 264, septembre 2026, p. 23-49, ici p. 40, en citant Matthieu Tracol, « Les lois Auroux, ou l'ambition de la démocratie sociale », Note de la Fondation Jean Jaurès, n° 144, 2012.

[8] Gabriel Rosenmann, « Une intégration à grande vitesse : SUD-Rail, ses dirigeant-e-s et le champ syndical (1996-2018), *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n° 264, septembre 2026, p. 51-69, ici p. 67.

[9] À l'appui idéologique de cette injonction, Gilbert Cette, Guy Groux et Richard Robert, *Sauver la démocratie sociale, Du conflit au contrat*, Calmann-Lévy, 2026. Voir une recension critique : Jean-Marie Harribey, « La démocratie sociale hors sol », *Blog Alternatives économiques*, 2 avril 2026.

mutilations du sens commun, du sens du commun, ne pouvaient qu'hypothéquer son avenir, notre avenir, si les contre-pouvoirs n'étaient continument bâtis et rebâtis.

Notre dossier consacré à un début d'état des lieux concernant les contre-pouvoirs qui existent ou tentent d'exister face à l'ordre néolibéral établi s'ouvre par un article d'Évelyne Dourille-Feer. Elle analyse le rapport de l'institution « Le Défenseur des droits », qu'a remis Claire Hédon sur son bilan de mandat de Défenseure des droits de 2020 à 2026. Il en ressort que les services publics sont le symbole du recul des droits, de la hausse des discriminations, une déontologie détériorée des forces de sécurité nettement avérée depuis la Loi Travail, à Sainte-Soline, contre les Gilets jaunes et qui est encore confirmée contre le mouvement lycéen.

Le vice-président d'*Anticor*, Éric Alt dresse un constat presque sans appel : les contre-pouvoirs, même les plus institutionnalisés de la République, se dégradent et ne peuvent plus remplir leur mission, trahissant la volonté exprimée par le suffrage démocratique : le juge administratif contrôle peu l'État, le Conseil constitutionnel et la Cour des comptes sont affaiblis notamment à cause du mode de désignation de leurs membres. Les médias sont confisqués par les puissances d'argent. Les associations sont victimes d'un virage autoritaire. Aussi, le pouvoir citoyen n'existe pas, mais il n'y a là rien de fatal.

Jean-Marie Pernot analyse la situation du syndicalisme. Partout dans le monde, il est affaibli. En France, les lois Auroux de 1981 présentaient un potentiel émancipateur mais se sont vite heurtées au raz-de-marée néolibéral, notamment à cause de la « transformation profonde des relations économiques interentreprises liées au développement de la sous-traitance, celle-ci dépassant les frontières avec l'accentuation de la mondialisation : les chaînes de valeur ont pris une importance croissante et la capacité syndicale à créer de la solidarité en a souffert d'autant ». La remise en cause du droit du travail et de la représentation syndicale ont parachevé le tout. Mais l'auteur pense que, malgré sa faiblesse, le syndicalisme subsiste.

Dans un texte très complémentaire au précédent, Karel Yon explicite les causes des reculs du syndicalisme et de la démocratie sociale. Avant tout, ils sont dus aux politiques visant « à neutraliser les contre-pouvoirs syndicaux » et « à discipliner les syndicats pour sécuriser le profit » : « il s'agit de remettre les syndicats à leur place, et celle-ci ne saurait aller au-delà de l'entreprise ». Mais, malgré cet affaiblissement le syndicalisme « est plus que jamais politique » et donc « demeure une force politique et sociale incontournable ».

Deux responsables confédéraux de la CGT, Agathe Le Berder et Denis Gravouil, répondent aux questions de Dominique Plihon. L'entretien avec eux permet de passer en revue quelques-unes des difficultés actuelles du combat syndical. Inversion de la hiérarchie des normes pour les luttes en entreprise, inégalités femmes/hommes, faiblesse du taux de syndicalisation et montée de l'extrême droite sont devenus des problèmes importants. Surtout l'emploi doit être protégé contre la vague soulevée par l'intelligence artificielle. D'où l'importance d'une sécurité sociale professionnelle et environnementale pour allier les combats sociaux, féministes et environnementaux.

La socio-économiste féministe Rachel Silvera explique en quoi l'égalité salariale entre les femmes et les hommes pourrait constituer un contre-pouvoir à la domination masculine. Pour l'instant, les causes des inégalités salariales sont laissées dans l'ombre. L'auteure présente plusieurs expériences de longues luttes de travailleuses victorieuses : les femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batignolles à Paris en 2021 ; celles de Verbaudet en 2023. Ou encore des actions de femmes en justice à STM Electronics et à Safran. « Exiger l'égalité salariale, c'est assurer pour toutes une indépendance économique et un vrai pouvoir d'achat et d'agir. Sans égalité salariale, le modèle de "Monsieur Gagne-Pain" et "Madame Gagne-miettes" se perpétuera. »

Le juriste Jean-Philippe Robé revient sur l'origine du lien de subordination qui contraint le travailleur salarié à son employeur. « Cela provient en réalité du droit de propriété qui a une position axiale dans notre système juridique et dans notre système de pouvoirs. Elle joue un rôle d'autant plus fondamental que l'on se trompe habituellement sur ce que signifie le droit de propriété. On le voit comme un droit sur les choses. C'est en réalité un droit sur autrui, en rapport avec l'usage des choses. » Ainsi, ce qui fait obstacle à l'émergence d'un pouvoir salarial, c'est la propriété sanctuarisée et « posée comme antérieure à la société », naturelle donc.

Daniel Bachet confirme l'article précédent en montrant que le lien de subordination dans le travail est un un miroir du droit de propriété et d'une conception biaisée de l'entreprise. Ou plutôt comme un miroir déformant de cette entreprise non reconnue juridiquement au bénéfice de la société par actions. Il s'ensuit selon lui une priorité exclusive donnée à la recherche du profit que la comptabilité enregistre dans ses documents. L'auteur approuve alors les tentatives de reconstruction de la comptabilité pour tenir *compte* des impératifs sociaux et environnementaux.

Jean-Marie Harribey décortique alors la proposition de « Comptabilité adaptée au respect de l'écologie (CARE) », notamment au travers d'expériences l'ayant appliquée. L'auteur montre que cette CARE a le tort d'amalgamer le travail et la nature à du capital, faisant fi de l'incommensurabilité avec le capital financier. Elle croit pouvoir réparer le mauvais traitement des travailleurs ou les dégâts causés à la nature en modifiant les règles comptables. Il suffirait pourtant de commencer par augmenter les bas salaires et d'investir écologiquement pour ériger quelques contre-pouvoirs face au capital.

Longtemps présentée comme le modèle économique européen, l'Allemagne est aujourd'hui en crise. Crise économique et aussi crise politique. Peter Wahl, économiste allemand, animateur historique d'Attac Allemagne, décortique la situation dans laquelle est empêtré le chancelier très conservateur Friedrich Merz. Exporter les difficultés vers l'extérieur grâce à une industrie performante ne pouvait durer indéfiniment, les politiques néolibérales ont fini par mettre à terre le « modèle » ordolibéral. Avec ce qui devait arriver : une montée de l'extrême droite jusqu'au pouvoir en deux länder. Cependant, la société civile reste vivace. Même si « la situation est compliquée, mais elle n'est en aucun cas uniquement sombre, comme le montrent les résultats des élections à Berlin. »

Pour clore ce dossier, Évelyne Sire-Marin se demande si, notamment sous la pression du capitalisme néolibéral, on n'abandonne pas Montesquieu pour Hobbes. Le premier avait théorisé la séparation des pouvoirs dans *L'Esprit des lois*, le second préférait limiter les libertés par un *Léviathan*, figure d'un État autoritaire entre les mains duquel l'individu remet sa sécurité. Mais *l'État de droit* peut-il assurer celle-ci dès lors qu'il est affaibli à mesure que l'*état du droit* se détériore ?

Dans la partie Débats de ce numéro, nous publions quatre textes.

Le premier de Dominique Redor analyse le mouvement des lycéens qui, fondamentalement, est un soulèvement pour « l'égalité des chances ». Parce que « le faible niveau des élèves du secondaire et la ségrégation scolaire vont de pair ». Parce que, depuis la dénonciation de Bourdieu et de Passeron dans les années 1960 des deux segments des parcours scolaires ont subsisté. L'aspiration à « l'égalité des chances, souvent proclamée mais jamais réalisée » ne trouve en face d'elle qu'une réponse sécuritaire. « La première mesure à prendre serait de faire en sorte que les crédits publics dédiés à l'éducation, de l'école maternelle à l'enseignement supérieur, aillent prioritairement aux catégories sociales les plus défavorisées en termes de revenus, mais aussi de diplômes. »

Martine Boudet pose une question intéressante en plein mouvement lycéen : comment construire des alternatives face à « la fin de l'école républicaine » et « en faveur d'une meilleure intégration à la vie sociale et professionnelle ? » La réponse ne manque pas d'ambition puisqu'elle embrasse les mobilisations, la culture, la diversité, la violence de genre, la situation faite aux enfants issus de l'immigration.

Contributeur régulier de la revue, de numéro en numéro, Patrice Grevet construit une problématique au long cours dans laquelle la transition sociale et écologique est le souci premier[10]. Ici « il part du projet du *World Inequality Lab* visant une issue écologique dans la justice mondiale d'ici 2100. Le but, dit-il, est « non pas *de façonner les marchés* en conservant des traits capitalistes principaux, mais *d'engager leur dépassement.* ». Il s'agit donc de préparer « un dépassement des marchés capitalistes dans une démocratie généralisée ». Patrice Grevet va donc plus loin que Mariana Mazzucato dont il examine les propositions, parce qu'il envisage de valider socialement a priori le financement des entreprises répondant à des critères sociaux et environnementaux.

Le sociologue Alain Accardo fait un examen critique de la vision du monde dominante au travers de contre-propositions. Avec sa plume inégalable habituelle, il diagnostique : « Dans ce monde où la foi dans la toute-puissance d'un Marché protégé par son arsenal nucléaire, est devenue la seule religion véritable, capable de s'inféoder toutes les idéologies, il n'est plus possible d'établir une domination sans le soutien d'une coalition des forces d'argent ni mobilisation de forces militaires politisées ». Et il se demande : « Le fait que le cours de l'Histoire humaine nous ait complètement échappé en pratique signifie-t-il que l'odyssée de notre espèce est définitivement terminée, ou bien est-il encore possible d'imaginer une suite viable pour le genre humain ? » Il répond : « la décroissance ».

Dans la situation sociale française de l'automne 2026, nombre de décroissances devraient être entreprises. À commencer par celle de la violence gouvernementale à l'encontre du moindre mouvement de vie. À quoi pensait Montesquieu quant il écrivait dans *L'Esprit des lois* (1748) : « Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir » ? Peut-être au pouvoir de la jeunesse. En tout cas, celle-ci est en train de se politiser. C'est bon signe.

[10] Voir notamment les numéros 31, 33, 36, 39, 40, 42, 43.